

Les projets touristiques financés à 70% par les banques

L'Etat compte sur les investisseurs privés

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3693 - Mercredi 14 octobre 2015 - Prix : 10 DA

Restaurants universitaires
en dégradation continue

Entre le ragoût et le dégoût

Page 4

Zoukh relance le projet d'Oued El Harrach et du viaduc d'Oued Ouchayah

Les projets d'aménagement à Alger débloqués

Page 2

Ce baril qui fait de la résistance

Par Mohamed Habili

Beaucoup s'attendaient à ce que le prix du pétrole, lorsqu'il y a quelque temps il atteignait les 40 dollars, crève vite ce palier pour approcher celui des 30 dollars, à partir de quoi ce ne serait plus qu'une question de jours pour qu'il tombe à 20 dollars, le terme final assigné à cette spectaculaire dégringolade en vrille. A 40 dollars, il y aurait encore un pays appelé l'Algérie, mais dans un état plus que critique, limite. A 30 dollars, ce serait la débâcle dans les hautes sphères, le sauve-qui-peut tendant à se généraliser. Encore n'est-ce pas encore le retournement de tendance, le déclenchement de la force de rappel, qui elle n'entrerait en action que dix points plus bas, on ne sait d'ailleurs pour quelle raison précise, pour donner le coup d'envoi de la remontée. A 20 dollars, ce fond ferme, ce plancher incroyable une fois atteint, le baril repartirait automatiquement à la hausse, comme prévu, que ça ne servirait plus à rien. Ce serait trop tard, le pays aurait déjà éclaté. En tout cas dans un tel état de désintégration que même une révolution serait dans l'incapacité d'en recoller les morceaux. Seulement voilà, non seulement le baril n'est pas descendu plus bas que 40 dollars, comme il aurait dû, mais il lui a pris la fantaisie de renverser son mouvement de baisse et de commencer une lente et pénible ascension vers le palier des 50 dollars, qu'il approche mais qu'il n'a toujours pas atteint, ce qui en dit long sur les résistances rencontrées.

Suite en page 3

Relancer l'économie nationale en pleine crise financière

Dure mission pour la tripartite d'aujourd'hui



Phs > D. R.

La réunion de la tripartite attendue aujourd'hui à Biskra aura un cachet purement économique puisqu'elle intervient dans une conjoncture financière difficile. A cet effet, les partenaires du gouvernement, à savoir l'UGTA et le patronat, auront à défendre chacun sa vision relative à la relance de l'économie nationale. Lire page 3

Tizi Ouzou

Timizart remporte le prix du village le plus propre

Page 24

Roman «Kabla el-hobbi bi qalil»

L'élite politique des années 1970 sous le rétroviseur vitriolé de Zaoui

Page 13

Les projets touristiques financés à 70% par les banques

L'Etat compte sur les investisseurs privés

■ Le secteur du tourisme est très mal en point et l'Etat ne peut assumer seul son développement.

Ce département compte sur les investissements privés au niveau national dans la réalisation de prestations hôtelières diverses et riches. C'est ce qu'a laissé entendre Amar Ghoul.

Par Louiza Ait Ramdane

Le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Amar Ghoul, a fait savoir hier que le financement des projets du secteur du tourisme est couvert actuellement à 70% par les banques algériennes. Ce financement est opéré dans le cadre d'une convention signée entre son ministère et celui des Finances et des banques, a souligné le ministre lors d'un point de presse, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tissemsilt, ajoutant que la plupart des investissements relatifs au secteur du tourisme qui seront concrétisés à l'avenir seront pris en charge par le secteur privé, dans le cadre de la rationalisation du budget de l'Etat. Le ministre a indiqué, à ce propos, que le secteur du tourisme compte sur les investissements privés au niveau national dans la réalisation de prestations hôtelières diverses et riches, appelant les investisseurs privés à intégrer cette dynamique de l'Etat qui leur ouvre toutes les portes, leur fournit des facilités en matière de foncier et œuvre à lever toutes les contraintes entravant l'investissement. Par ailleurs, le ministre a annoncé l'organisation prochaine d'assises sur l'aménagement du territoire, pour débattre des mesures visant à assurer une exploitation rationnelle du foncier destiné à l'investissement à rendement.

Les investissements privés pour valoriser les stations thermales

D'autres part, le ministre du tourisme a indiqué que son département œuvre actuellement au lancement d'investissements privés pour valoriser et promouvoir les stations thermales au niveau national. Après avoir écouté un exposé sur l'aménagement du territoire dans la wilaya de Tissemsilt, Ghoul a indiqué que ces investissements visent la réalisation de complexes touristiques au niveau des sources thermales selon des normes internationales, ajoutant



Ph/D. R.

que ces complexes doivent offrir des services de cure et de sport au profit des visiteurs et curistes. Il a souligné, dans ce contexte, que l'objectif attendu de ces investissements privés est d'imprégner une dynamique à l'activité thermique dans chaque région du pays en offrant des prestations de qualité. Par

ailleurs, le ministre a indiqué que son département a présenté des propositions au gouvernement en vue d'orienter le foncier destiné à l'investissement privé selon le rendement économique, ajoutant que l'orientation du foncier suivant une conception administrative et sectorielle ne sera plus tolérée. Le ministre a rappelé

que l'Etat œuvre actuellement à l'édification d'une économie nationale nouvelle, ajoutant que le programme du président de la République a retenu cinq axes pour bâtir une économie diversifiée hors hydrocarbures que sont l'agriculture, le tourisme, l'industrie, les services, le savoir et l'intelligence. Il a estimé, au passa-

ge, que la wilaya de Tissemsilt peut jouer un grand rôle dans ce domaine partant des atouts touristiques qu'elle recèle et qui sont uniques au niveau national et régional, dont le Parc national du cèdre de Theniet El Had pouvant attirer plus d'un million de touristes de l'intérieur du pays et de l'étranger. L. A. R.

Zoukh relance le projet d'Oued El Harrach et du viaduc d'Oued Ouchayah

Les projets d'aménagement à Alger débloqués

Le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, après avoir éradiqué le plus grand bidonville d'Alger implanté dans la commune de Gué de Constantine, relance aujourd'hui les projets d'aménagement d'Oued El Harrach et de la réalisation du viaduc d'Oued Ouchayah.

En effet, ces deux projets ont été relancés hier par le wali Abdelkader Zoukh au site Erramli où 4 500 familles ont dû quitter leur bidonville pour être relogés dans le cadre de la 19^e opération de recasement des familles issues des sites précaires. Entamés en mai 2012, les travaux de réalisation du viaduc d'Oued Ouchayah (1,1 km) confiés à l'Entreprise nationale des grands ouvrages d'art sont restés bloqués depuis deux ans en raison de la présence de baraques sur le chantier, à «Erramli», a expliqué le directeur de wilaya des travaux publics, Smail Rabhi. La libération de l'emprise du chantier a permis de relancer les travaux de cette voie rapide reliant la radiale de Oued Ouchayah

(Bachdjarrah) à Barakí 3,5 km, qui s'achèveront dans un délai de 16 mois, explique-t-il. S'agissant de l'aménagement d'Oued El Harrach, l'évacuation d'Erramli donne la possibilité au groupement d'entreprises en charge des travaux, Cosider-Daewoo, de reprendre le chantier sur place où il est prévu la réalisation de trois bassins de décantation, a précisé le directeur de wilaya des ressources en eau, Smail Amirouche. En plus des trois zones humides qui participeront à l'épuration des eaux charriées par ce cours d'eau qui prend naissance à Hammam Melouane, dans la wilaya de Blida, la partie «Erramli» de l'aménagement de Oued El Harrach s'étend sur 40 hectares et comprend une promenade entre les zones, deux stades, un parking et d'autres espaces de loisirs, a-t-il souligné. M. Amirouche prévoit la livraison de ce tronçon dans un délai de 12 mois, annonçant que le tronçon de la «Prise d'eau», dans la commune de Bourouba,

sera inauguré le 1^{er} novembre prochain. Au niveau de la «Prise d'eau», six stades de proximité, un théâtre en plein air et des espaces de détente seront, selon lui, mis à la disposition des riverains de Bachdjarrah, Bourouba, El Harrach. Mais avant cette inauguration, la wilaya doit organiser dans quelques jours le relogement de 490 familles habitant les environs et inscrites au déménagement lors de la 19^e opération de relogement qui reprendra mardi au bidonville «Bateau Cassé» où 460 familles seront transférées vers la cité des 1 588 logements de Si Mustapha (Boumerdès). Avec l'évacuation des 490 familles de la «Prise d'eau», le projet d'aménagement de Oued El Harrach aura permis à 5 000 familles vivant dans des baraques d'accéder à un logement décent, a révélé M. Amirouche, assurant qu'il n'y a plus de contraintes pouvant bloquer l'avancement des travaux et l'achèvement du projet.

Thinhine Khouchi

Algérie-Soudan

Le président Omar El-Bachir achève sa visite à Alger

Le président de la République du Soudan, Omar Hassen El-Bachir, a achevé hier à Alger sa visite d'Etat de trois jours à l'invitation du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Le président soudanais a été salué à son départ de l'aéroport international Houari-Boumediène, par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed Larbi Ould Khelifa, ainsi que plusieurs membres du gouvernement. Lors de sa visite, M. Omar

Hassen El-Bachir a rencontré de hauts responsables algériens et s'est entretenu avec le Président Bouteflika. A l'issue de ses entretiens avec le président de la République, le président soudanais avait indiqué, dans ses déclarations à la presse, que sa visite avait pour objectif d'*impulser les relations algéro-soudanaises dans différents domaines*. «Le renforcement de la coopération dans le domaine énergétique a été également abordé», avait fait savoir le prési-



Ph/DK

dent soudanais, qui a souligné l'*entière disponibilité* du Président Bouteflika à coopérer avec le Soudan. Les deux parties ont passé en revue les questions régionales d'intérêt commun, notamment la situation au Mali et en Libye, outre les derniers développements de la question palestinienne et d'autres questions arabes, notamment la situation en Syrie, en Irak et au Yémen.

APS

Relancer l'économie nationale en pleine crise financière

Dure mission pour la tripartite d'aujourd'hui

■ La réunion de la tripartite attendue aujourd'hui à Biskra aura un cachet purement économique puisqu'elle intervient dans une conjoncture financière difficile. A cet effet, les partenaires du gouvernement, à savoir l'UGTA et le patronat, auront à défendre chacun sa vision relative à la relance de l'économie nationale.



Par Nacera Chennafi

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, présidera aujourd'hui la réunion de la tripartite qui permettra, selon un communiqué des services du Premier ministre, d'«évaluer l'état d'exécution du Pacte économique et social et d'étudier les voies et moyens à mettre en œuvre pour encourager l'investissement, la création d'entreprises et la diversification de l'économie nationale». La réunion de la tripartite attendue aujourd'hui aura un cachet purement économique puisqu'elle intervient dans une conjoncture qualifiée par le président de la République de grave, lors du dernier Conseil des ministres. Relancer la production nationale dans un contexte de crise financière est l'axe central de la tripartite. Si l'UGTA défend la réhabilitation des entreprises publiques, le patronat veut que le privé ait sa place en exigeant l'application du Pacte économique et social de croissance et son adaptation

à la conjoncture actuelle. Cependant, la relance d'une production nationale ne peut se faire en une journée à Biskra, car il s'agit de toute une politique qui demande des moyens pour son application, sachant que l'Etat a durant de longues années versé de l'argent en faveur des entreprises publiques mais une partie d'entre elles restent déficitaires. Ainsi, le partenaire social, à savoir la Centrale syndicale, n'aura pas à revendiquer des augmentations de salaires en ces moments de crise financière, mais doit participer avec ses propositions concernant la relance de la production nationale. Dans ce cadre, l'UGTA compte soumettre à la tripartite une série de propositions axées sur la mise en place de «mécanismes efficaces pour la promotion de la production et la réhabilitation des entreprises nationales». A ce propos, le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du textile, Amar Takdjout, a expliqué que «ces propositions sont notamment axées sur la mise en place de

mécanismes efficaces pour encourager la relance des petites et moyennes entreprises productives et créatrices de richesses et de postes d'emploi». L'UGTA veut aussi réhabiliter les entreprises nationales publiques afin de préserver les postes d'emploi, promouvoir le produit national et réduire la facture des importations. M. Takdjout a affirmé que la conjoncture actuelle exigeait la diversification de la base économique nationale à travers la promotion des investissements dans l'industrie manufacturière, l'agriculture et le tourisme. D'autre part, la Centrale syndicale s'attend à une évaluation de la mise en œuvre des décisions et recommandations adoptées lors des réunions précédentes de la tripartite. Il s'agit également de débattre les mesures d'encouragement à l'investissement productif dans les domaines agricole et industriel ainsi que les facilités accordées aux investisseurs. Selon M. Takdjout, cette réunion sera l'occasion d'identifier «les lacunes et les dysfonctionne-

ments qui entravent l'opération de promotion et de réhabilitation des entreprises productives» et de débattre le nouveau projet de loi sur l'investissement et autres questions liées au foncier et aux crédits bancaires. Le privé algérien, représenté dans la tripartite à travers cinq organisations patronales, se voit plus fort que jamais dans cette conjoncture de crise et réclame des facilitations pour pouvoir s'impliquer davantage dans la relance de l'économie nationale. Celles-ci préconisent un consensus et une mobilisation de toutes les parties de la tripartite, face à la crise économique et à l'urgence de la relance de l'appareil industriel. Le patronat exige l'application des décisions déjà prises, notamment celles inscrites dans le Pacte économique et social de croissance et des solutions concrètes. D'autres appellent à la modification de certains aspects de ce pacte pour s'adapter au contexte actuel. C'est le cas du FCE. Enfin, les syndicats autonomes ne sont pas invités à cette tripartite. A cet effet, neuf syndicats, réunis au sein de la Confédération générale autonome en Algérie (CGATA), ont écrit au directeur du Bureau international du travail (BIT) pour dénoncer cette situation. La CGATA est composée des syndicats et comités de la Fonction publique et du secteur économique Snapap, Snetags (syndicat de Sonelgaz), Sess (enseignement supérieur), Snap (postiers), Sapa, Saatt (transport), le comité des chômeurs et des diplômés chômeurs, le comité national du préemploi et le Snae (Syndicat national des étudiants).

N. Ch.

Sellal à Biskra

Cap sur l'autosuffisance en ciment

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui présidera, mercredi à Biskra, les travaux de la tripartite, inspectera aussitôt après la clôture de cette rencontre, plusieurs projets dont deux nouvelles cimenteries d'une capacité de production globale de 3,7 millions de tonnes de ciment/an. Le déplacement de M. Sellal à Djemoura, sur le site de la future cimenterie CILAS (2,7 millions de tonnes/an), fruit d'un partenariat entre un investisseur privé algérien et l'entreprise française Lafarge Algérie, et à Branis où il visitera un projet de la cimenterie «Biskria» (1 million de tonnes/an), est considéré, dans la wilaya des Zabans, comme un signe fort. D'un coût d'investissement de 30 milliards de DA, le projet CILAS devrait aussi entraîner la création de 640 emplois

directs et plus de 2 400 emplois indirects. Un signe éduifiant, estime-t-on, quant à la volonté des pouvoirs publics d'encourager l'investissement privé productif, d'asseoir la stratégie d'autosuffisance dans les matériaux de construction et, partant, de poursuivre la dynamique de réduction de la facture des importations qui pèse sur les finances publiques. Il faut rappeler, dans ce contexte, que la facture d'importation des matériaux de construction (ciment, bois, produits en céramique, fer et acier) s'est établie à 1,7 milliard de dollars sur les 8 premiers mois de 2015, contre 2,38 milliards de dollars durant la même période de 2014, soit une baisse de plus de 28,6%. Ajoutées aux cimenteries opérationnelles à travers le pays et dont certaines, comme celle d'Ain El

Kebira (Sétif), sont en cours d'extension, ainsi qu'aux usines projetées pour le court terme telle celle de Dehahna (M'sila) qui produira, dès 2017, une quantité de 2,2 millions de tonnes/an, les unités de Djemoura et de Branis devraient contribuer à atteindre l'objectif d'autosuffisance en ciment et à réaliser des surplus de production qui pourraient être destinés à l'exportation. Actuellement, l'Algérie dispose de 14 cimenteries publiques et privées d'une capacité de production globale de près de 19,5 millions t/an alors que la demande est de 24,5 millions t/an, soit un déficit de 5 millions t/an. Cet écart est comblé par les importations dont la facture a coûté 513 millions de dollars en 2014, tandis que sur les 8 premiers mois de 2015, elle s'est établie à plus de 326 millions usd

(contre 395 millions usd sur la même période de 2014) en dépit d'une hausse des quantités importées à plus de 4,46 millions de tonnes (contre 4,3 millions de tonnes). Le groupe industriel public des ciments d'Algérie (GICA) détient le marché du ciment à hauteur de 59% (11,6 millions t/an) et devra porter sa production à 18,5 millions t/an à fin 2017, alors que les 41% restants du marché du ciment sont couverts par le secteur privé et les importations. Selon les prévisions, au rythme actuel de la croissance continue de la production assurée par les différentes entreprises de fabrication du ciment (GICA, Lafarge Algérie...), le marché algérien devra être autosuffisant en ciment à l'horizon 2016-2017. R. N./APS

LA QUESTION DU JOUR

Ce baril qui fait de la résistance

Suite de la page une

Du coup les oiseaux de malheur l'ont mis en veilleuse, en proie à une vision d'horreur : un baril qui passe ce seuil fatidique, puis qui tend vers le suivant, puis encore vers celui d'après, avec l'air d'aller encore plus haut, toujours plus haut. A 70 dollars le baril, s'il y a encore débandade, ce sera à coup sûr la leur, pas celle du «camp présidentiel», qui au contraire s'en trouverait plus fort que jamais. C'est peut-être par dizaines, sinon par centaines, qu'il faudrait alors compter les arrestations dans leurs rangs, pour dire les choses comme seuls des coupables peuvent les ressentir. Mais supposons que leurs espérances se réalisent, qu'après un moment de hausse, la baisse reprend et à une cadence plus soutenue que la première fois, si bien que le fond des 20 dollars est vite atteint. Qu'advierait-il alors ? Probablement rien, parce que d'après leurs calculs l'Etat algérien se serait déjà décomposé, de sorte qu'eux-mêmes seraient dispersés aux quatre vents. Il n'y aurait plus par exemple de siège de MSP ou de RCD où se réuniraient les représentants du front uni de l'opposition, la CLTD, pour déclencher l'assaut final sur une présidence, forcément désertée dans ce scénario d'apocalypse. Déjà que le pouvoir est vacant, à ce que disent les putschistes voulant toujours passer pour des démocrates et des légalistes. Il n'y aurait plus rien, ni gouvernement, ni armée ni police. Pas même un drapeau. Tout serait à refaire. A réinventer. Tel est le terme inéluctable de l'Etat rentier, n'est-ce pas ? Pas de rente, pas d'Etat. A 20 dollars le baril, il n'y aurait même plus de Sonatrach pour lever la rente. Ainsi pensent les opposants en mal de putsch. Ils ne se demandent pas quel pourrait bien être un monde avec un pétrole valant à peine ce qu'il en coûte de l'extraire du sol. Ils sont à mille lieues de s'apercevoir que si l'économie mondiale est déjà en crise avec un baril 40 dollars, elle le sera au moins doublement avec un baril à 20 dollars. A ce compte, plus rien ne vaudra plus rien. Ce sera une déflation telle, accompagnée d'une telle misère à travers le monde, que même les plus grandes puissances se verraient au bord du précipice, à supposer qu'elles ne s'y trouvent pas... en compagnie d'une Algérie complètement désargentée.

M. H.

Faculté des sciences exactes de Béjaïa Report du transfert vers le pôle universitaire d'Amizour

LE TRANSFERT des étudiants et des enseignants de la Faculté des sciences exactes de Béjaïa vers le nouveau pôle universitaire d'Amizour a été reporté, a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. «Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a instruit les responsables de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa de surseoir à leur décision de transférer les étudiants et les enseignants de la Faculté des sciences exactes de Béjaïa vers le nouveau pôle universitaire d'Amizour», a souligné le communiqué. Cette décision a été prise «en attendant les résultats du rapport de la commission d'inspection dépechée par le ministère à partir de ce mardi», a précisé la même source. Les enseignants et les étudiants de l'université en question estiment que les conditions d'enseignement dans le nouveau pôle universitaire d'Amizour «ne sont pas encore réunies», rappelle-t-on. Des centaines d'étudiants et enseignants de cette faculté ont organisé, il y a dix jours, une marche pacifique à Béjaïa pour exprimer leur refus de voir leur établissement délocalisé vers le nouveau campus d'Amizour, 25 km au sud de la ville. «Le campus d'Amizour est encore en chantier. Il souffre de beaucoup de carences et n'est pas adapté aux exigences de la Faculté des sciences exactes», a expliqué un enseignant, ajoutant que «initialement dans le plan de développement de l'université, ce campus était dédié et conçu pour accueillir la Faculté des sciences juridiques». Pour leur part, les étudiants refusent l'idée de subir les cours magistraux à Amizour et d'en faire la pratique à Targa-Ouzemmour où se trouvent les laboratoires et les salles de travaux dirigés. Le recteur de l'université de Béjaïa, Saidani Boualem, estime avoir opté pour cette délocalisation, du reste, dira-t-il, approuvée par le conseil d'administration et le conseil scientifique dans une vision prospective de développement de la faculté. «Tout le campus est dédié désormais aux sciences exactes, qui souffrent de l'exiguïté de Targa Ouzemmour et du manque de commodités», a-t-il affirmé, ajoutant que «toutes les conditions ont été réunies en son sein pour lui assurer un fonctionnement et un début d'activité scientifique et pédagogique décent». M. Saidani a souligné, du reste, que cette délocalisation a été imposée par l'état de saturation du campus de Targa ouzemmour, qui ne peut absorber plus de 18 000 étudiants, actuellement inscrits. Le choix de la Faculté des sciences exactes, qui regroupe 4 000 étudiants et 200 enseignants, était tout indiqué.

Hani T./APS

Restaurants universitaires en dégradation continue

Entre le ragoût et le dégoût

■ La restauration universitaire s'est transformée en un réel débat épineux. Alors que les étudiants retournent de façon graduelle à l'université, certains sont confrontés à la réalité amère du mauvais traitement infligé aux futurs cadres de l'Algérie. Pour en témoigner, nous avons visité hier une des résidences estudiantines à Alger qui atteste d'un état déplorable des restaurants universitaires.

Par Mohamed Mabkhout

Les prestations universitaires, dont la restauration, font souvent parler d'elles, en particulier entre les étudiants résidant dans les cités U. Vu la qualité de la nourriture, les plateaux ne se font pas désirer. Nous avons visité hier une des résidences situées à Alger, pour confirmer les «dires» qui circulent autour de la nourriture préparée pour les «futurs cadres» de l'Algérie.

Pour témoigner de ce cauchemar qu'endurent les étudiants à chaque repas, nous nous sommes rendus dans un réfectoire étudiant. Nous avons été surpris par le fait que le prix à payer pour un plat n'ait pas changé depuis plusieurs années, voire des décennies. Il est toujours à 1.20 dinar par partie du repas (hors d'œuvre, plat ou dessert). Les universitaires recourent à ces restaurants par manque de moyens. Une fois le ticket en poche, nous nous sommes dirigés vers le hall d'attente. Des dizaines d'étudiants font la queue, attendant leur tour d'être servis. Une odeur très désagréable affecte ce lieu et est due à la saleté constatée depuis la porte d'entrée à celle de la sortie. «Vous savez, à la longue vous pouvez perdre deux heures de votre journée, et de façon quotidienne, sans vous en rendre compte», nous a indiqué un des étudiants dans la file. Un bruit ambiant très intense dans cet endroit assourdit les personnes présentes, pourtant ce réfectoire est censé être un lieu de pause. «La pollution sonore émane de la cuisine, elle nous



pousse à quitter nos chaises très rapidement», a ajouté le même intervenant.

Une fois servi, pour trouver des tables propres, il faut un vrai parcours du combattant. La salle est dans un état chaotique avec des canaux d'assainissement à l'intérieur du réfectoire qui, par l'odeur dégagée, rendent l'air irrespirable. «Comme vous voyez tout est répugnant, et nous sommes obligés de venir car nous ne pouvons pas manger à l'extérieur tous les jours», nous a confié Amine, étudiant en droit. La nourriture servie sur un plateau en aluminium, semble n'avoir pas été nettoyée,

au vu de la saleté flagrante. Le nettoyage ne consiste en fait qu'à débarrasser les plateaux du reste de la nourriture pour les recycler. En ce qui concerne le menu, ce dernier à la base ne constitue pas un repas complet. Les légumes secs se taillent la part du lion ainsi que les pâtes, ce qui provoque aux étudiants des problèmes de côlon, comme nous ont témoigné des étudiants sur place.

Dialogue de sourds...

Quant au confort, il est loin d'être à l'heure du rendez-vous, avec la salle qui n'est pas équi-

pée de chauffage et durant l'hiver c'est encore plus difficile à supporter. Malgré les nombreuses réclamations des étudiants pour améliorer leur situation d'hébergement, les choses n'ont pas changé car nous assistons toujours à des dépassements dangereux qui peuvent se répercuter sur leur santé. «Ils ne pensent pas à nous et la situation ne change pas même si nous crions haut et fort, les responsables ne nous entendent pas», nous a confié Kamel, étudiant en Faculté des sciences économiques de Delybrahim.

M. M.

Béjaïa

Des réunions de coordination pour débloquent l'investissement

La relance des projets de développement en souffrance et l'accélération du rythme de ceux en cours de réalisation sont, semble-t-il, inscrits en priorité dans l'agenda du wali de Béjaïa, Zitouni Ouled Salah, qui a accentué les visites sur le terrain afin de cerner avec exactitude l'étendue du retard et faire un état des lieux exhaustif de la situation dans la wilaya qui n'est, il faut bien le souligner, pas reluisante. Un constat établi par lui-même lors de ses nombreuses sorties sur le terrain, au cours desquelles il a fait montre de sa «détermination et sa volonté» de mettre à niveau la wilaya par «la relance» non seulement des projets bloqués mais par le lancement de ceux qui sont inscrits et dorment dans les tiroirs de administrations de plusieurs secteurs dans la wilaya ; ceci en s'attaquant au cœur même de la «bureaucratie» par l'implication des responsables locaux pour ne pas dire par «la décentralisation des décisions». Une manière de mettre tout le monde devant le fait accompli et devant ses responsabilités. Le wali veut également relancer l'investissement d'abord par la relance des projets inscrits

dans le cadre du Calpiref et la viabilisation des zones d'activités restées en jachère depuis des lustres au grand dam de ceux qui veulent travailler et disposant de capitaux, ceci afin de permettre aux investisseurs de lancer leurs projets et d'en finir avec l'attente qui est très longue. Et pour encore mieux s'attaquer aux blocages, il a intensifié, depuis son arrivée, les réunions de travail et de coordination entre les différents services et directions ainsi qu'avec les collectivités locales (qui doivent apprendre désormais à communiquer avec le citoyen) dans le but de rattraper le retard accusé par la wilaya sur tous les plans et redorer son blason. «Coordonner» le travail et les efforts et ne pas perdre encore du temps, semble son leitmotiv. Pour cela, un rendez-vous est déjà pris pour une réunion avec les secrétaires généraux des ministères de l'Industrie, du Tourisme, de l'Environnement, de l'Agriculture et des Travaux publics afin d'étudier les projets d'investissement de 63 opérateurs répartis au niveau des côtes Est et Ouest de Béjaïa. Lors de la rencontre, il sera question d'étudier comment «lever toutes les contraintes

qui bloquent le lancement de ces projets obtenus dans le cadre du Calpiref», selon la cellule de communication de la wilaya. Dans le même sillage, «le wali a décidé de saisir les responsables de l'Aniref afin de lancer les projets de viabilisation au niveau des deux zones d'activités d'El-Kseur et de Béni Mansour pour laisser les industriels s'y installer, étudier également le projet du transfert du port pétrolier dans le cadre de cette réunion. Une autre rencontre est programmée avec des directeurs centraux du ministère des Transports pour étudier le dossier du dédoublement de la voie ferrée qui tarde à être lancé en raison des oppositions manifestées par des citoyens et industriels de la vallée de la Soummam (Akbou, Ouzellaguen, Takarietz, etc.) dont les biens acquis après tant de sacrifice seront détruits. Au sujet de l'habitat rural, «vu le retard qu'enregistre ce segment depuis 2011, le chef de l'exécutif a décidé d'annuler les décisions non encore consignées, récupérer l'argent qui dort dans les caisses pour faire profiter les autres communes où la demande est exprimée», souligne-t-on.

Hocine Cherfa

L'AIE prévoit une croissance plus faible de la demande en 2016

Horizons toujours sombres pour le pétrole

■ L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a anticipé, dans son rapport mensuel publié mardi, un ralentissement plus fort que prévu de la croissance de la demande mondiale de pétrole en 2016 en raison de perspectives économiques moins réjouissantes, sur fond d'une offre toujours excédentaire.

Ph./D.R.



Par Salem K.

La croissance de la demande devrait ralentir à 1,2 million de barils par jour (mbj) l'an prochain pour atteindre un total de 95,7 mbj, contre une prévision précédente de 95,8 mbj, selon les données de l'AIE. Toutefois, le bras énergétique de l'OCDE a relevé légèrement sa prévision de demande pour l'année en cours 2015, en tablant désormais sur une demande de 94,5 mbj, soit une hausse de 1,8 mbj sur un an, la plus forte en cinq ans, alimentée notamment par la faiblesse des prix. «Pour l'instant, des prix plus bas du pétrole soutiennent une forte croissance de la demande. Les principaux consommateurs de la planète, les Etats-Unis et la Chine, achètent plus de brut – portant la hausse cette année à 1,8 mbj, un plus haut en cinq ans», a expliqué l'AIE dans son rapport. «Mais les perspectives sont moins bonnes pour l'an

prochain», a-t-elle poursuivi, citant un horizon assombri pour l'économie mondiale et un estompement de l'effet prix. Début octobre, le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé de 0,2% ses prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial pour 2015 et 2016, à respectivement 3,1% et 3,6%.

Cette demande d'or noir plus faible que prévu, combinée à la hausse des exportations iraniennes de pétrole en cas de levée des sanctions internationales, maintiendront une situation d'offre excédentaire l'an prochain, malgré le fort ralentissement de la production des pays non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a estimé l'AIE. Au total, 96,6 mbj ont été pompés dans le monde au mois de septembre, la baisse de la production des pays non-Opep comme les Etats-Unis ayant été compensée par une progression de celle des membres de cette organisation (31,72 mbj), principalement

l'Irak, d'après le même rapport. Dans ce contexte, la montée des tensions géopolitiques, avec l'intervention militaire russe en Syrie, «tempère la réaction du marché», souligne l'agence basée à Paris.

Le pétrole rebondit en Asie

Les cours du pétrole ont rebondi en Asie mardi sous l'effet d'achats à bon compte après le repli brutal de la veille dans des marchés inquiets quant à l'offre excessive d'or noir. Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en novembre gagnait 33 cents, à 47,43 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, la référence européenne du brut, également pour livraison en novembre, s'appréciait de 44 cents, à 53,06 dollars. Le marché avait rebondi nettement depuis le début du mois, après avoir chuté sous les 40 dollars le baril à New York pendant l'été, puis s'être stabilisée autour de 45 dollars en septembre. Les investis-

seurs ont vu en particulier d'un bon œil s'éloigner la perspective de voir la Réserve fédérale américaine (Fed) remonter les taux d'intérêt. Mais les cours se sont brutalement repliés lundi sur des prises de bénéfices et des interrogations sur la solidité de la récente reprise des prix. Les fondamentaux restent les mêmes, soulignent les analystes: une offre surabondante face à des prévisions maussades pour la croissance économique qui ne sont pas bon signe pour la demande. «Compte tenu de la série de facteurs structurels négatifs auxquels font face les matières premières, du ralentissement chinois au renforcement du dollar, la surabondance et les stocks (...), il n'est peut-être pas déraisonnable de s'attendre à ce que la période de creux dure encore un moment», a commenté la banque britannique Barclays. «Nous nous attendons à ce que les cours de brut ne s'améliorent que modestement pendant les six prochains mois, avant que les conditions pour une reprise durable ne commencent à se mettre en place au

deuxième trimestre 2016», a-t-elle ajouté. «L'élément manquant principal en ce moment est une reprise significative de l'économie mondiale qui relancerait la demande». Lundi à la clôture, le WTI avait chuté de 2,53 dollars à 47,10 dollars sur le Mercantile Exchange (Nymex).

A Londres, le Brent a perdu 2,79 dollars à 49,86 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE).

S. K./APS

Palais des expositions Plus de 500 participants au Salon international de l'artisanat

PLUS de 500 participants prennent part à la 20^e édition du Salon international de l'artisanat qui ouvrira ses portes ce jeudi au Palais des expositions (Alger), a indiqué un responsable du ministère délégué chargé de l'Artisanat.

Invitée d'honneur de cette édition qui aura pour thème «L'artisanat, un partenaire dans le développement durable», la Palestine sera représentée par 14 artisans, a déclaré à l'APS le directeur du développement de l'artisanat au ministère, Chokri Ben Zaarour.

Le Salon qui durera jusqu'au 24 octobre vise à sensibiliser les artisans quant à l'importance d'améliorer la qualité du produit artisanal.

Le Salon constitue «un espace important pour faire la promotion du produit artisanal algérien à l'étranger et une occasion pour un échange d'expériences entre artisans», selon la même source.

Ce Salon, auquel prendront part quelque 90 artisans étrangers représentant plusieurs pays, permettra de faire connaître les nouveaux projets d'artisanat et les nouvelles techniques de taille de pierres précieuses.

Concernant la technique de taille des pierres précieuses qui sera exposée pour la première fois lors de ce Salon, Ben Zaarour a rappelé la coopération algéro-brésilienne établie depuis 2008 pour former des formateurs dans cette technique.

Il a, dans ce cadre, cité l'école spécialisée qui a récemment ouvert ses portes à Tamanrasset et qui a assuré, en mars dernier, la formation de 22 tailleurs de pierres précieuses.

Le meilleur produit artisanal sera choisi par une commission installée à cet effet, a fait savoir le responsable, ajoutant que le prix sera décerné le 19 novembre prochain à l'occasion de la journée nationale de l'artisanat et des métiers.

Yanis F.

El-Oued

Création de treize zones d'activités industrielles

Treize nouvelles zones d'activités industrielles ont été créées à travers la wilaya d'El-Oued, dans le cadre de la stratégie visant à encourager l'investissement industriel, a-t-on appris mardi des responsables de la wilaya.

La création de ces nouvelles zones d'activités vient en concrétisation des directives du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, portant sur la nécessité d'offrir une économie alternative aux hydrocarbures, susceptibles d'assurer un développement durable, a indiqué le wali d'El-Oued, lors d'une récente rencontre avec les investisseurs. Ces zones, qui sont

réparties sur dix communes dans une première phase, seront généralisées à l'ensemble des 30 communes que compte la wilaya, afin de donner des chances d'investissement au plus grand nombre d'investisseurs, notamment dans le domaine industriel, a indiqué Mohamed Bouchama. La superficie totale réservée à ces zones d'extension industrielle nouvellement créées est de l'ordre de 1 443 hectares, dont 216 ha octroyés à 457 investisseurs dont les projets ont été avalisés par la commission d'assistance à la localisation et à la promotion de l'investissement et de la régulation du foncier

(Calpiref). Une vocation industrielle précise a été définie pour chaque zone d'activité créée, et cela dans le cadre de l'organisation des activités d'investissement des zones industrielles, à l'instar du traitement des déchets, les entrepôts douaniers, l'industrie alimentaire, l'industrie des cosmétiques, la transformation de papier et de plastique, ainsi que l'huilerie et les corps gras, a-t-on indiqué. La wilaya d'El-Oued compte aussi 14 anciennes zones d'activités sur une surface totale de 188,84 hectares dont 123,5 ha octroyés à 1 317 investisseurs dont les projets ont été avalisés par le Calpiref. **Safy T.**

Hassi-Messaoud

Tous les travaux d'aménagement de la ville nouvelle lancés

■ L'ensemble des travaux d'aménagement de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud, devant dans une première phase accueillir 45 000 habitants, ont été lancés.

Par Hani A.

Il s'agit de la réalisation des travaux de terrassement, de la voirie et des réseaux divers, outre la viabilisation des sites de la ville et de la zone d'activités logistiques (ZAL), a indiqué Mourad Zerati. Cette première phase du projet, dont les travaux sont en cours d'exécution, a été confiée au groupement de réalisation public spécialisé, constitué du groupe Cosider, de la société nationale de Génie civil et bâtiment (GCB-filiale de Sonatrach) et de la Société des travaux de l'électrification (Kahrif-filiale de Sonelgaz), a-t-il précisé. La future ville, localisée dans la zone de Oued El-Maraâ, à équidistance (environ 80 km) des villes de Ouargla, Touggourt et l'actuelle Hassi-Messaoud, sera structurée en quatre quartiers résidentiels d'une capacité théorique de 20 000 habitants chacun, en plus



PH. D. R.

d'équipements administratifs, de commerce, de sport, de culture et de culte, implantés autour du centre-ville, selon les études. Projetée sur une superficie totale de 4 483 ha, cette ville sera composée, à l'horizon 2020, d'un périmètre d'urbanisation de

2 044 hectares, d'un périmètre d'extension future de l'urbanisation de 1 161 ha, d'une ZAL de 965 ha et d'une zone verte de 313 ha. La zone résidentielle occupera 35% de la superficie globale de la ville, la zone d'équipements 10%, le réseau routier

30%, la zone commerciale 5% et les espaces verts et parcs 20%. Au total, 18 400 logements, dont 3 500 logements individuels, ainsi que 3 500 semi-collectifs et 11 400 collectifs et immeubles à usage mixte sont prévus pour accueillir «graduellement» une population de 80 000 habitants (4,34 personnes/foyer). Cette future Oasis-urbaine sera dotée d'une voie végétale, plusieurs parcs de proximité, d'espaces vert et bleu, en plus d'une ceinture verte pour la protection contre le vent chaud et les tempêtes de sable et une pépinière d'une capacité de production estimée à 40 000 arbustes/an. Toutes les commodités requises, pouvant s'adapter à l'extension de la ville et à l'accroissement de la population, ont été prises en considération dans les études d'exécution, notamment la réalisation des réseaux divers (AEP, assainissement, électricité, gaz et télécommunications) et l'installa-

tion d'équipements de traitement des déchets. La réalisation de la ville nouvelle entre dans le cadre d'un programme d'aménagement et de développement durable du territoire (SNAT-2030), sachant que l'actuelle ville de Hassi-Messaoud, située à l'intérieur d'un périmètre d'exploitation des hydrocarbures, a été classée par les pouvoirs publics comme une zone à risques majeurs pour les personnes, les biens et l'environnement. H.A.

Batna

La caravane nationale des micro-entreprises draine un large public

LA CARAVANE nationale des micro-entreprises qui a observé une halte, hier, au centre-ville de Batna, a drainé un public nombreux et connu un engouement particulier auprès des jeunes désirant créer des entreprises spécialisées dans les TIC, a-t-on constaté. Le chapiteau dressé pour la circonstance Place de la Liberté, au cœur de la capitale des Aurès, a accueilli durant la matinée de lundi plus de 1 000 personnes, selon les organisateurs. Douze jeunes porteurs de projets liés aux technologies de l'information et de la communication ont été inscrits, au titre de cette caravane, pour figurer parmi les sous-traitants d'Algérie Télécom (AT), a indiqué Abderraouf Hamouche, chargé de la communication de cette initiative itinérante, fruit d'un partenariat entre AT, l'Association nationale des bénéficiaires de crédits (Ansej-Cnac-Anem) et de jeunes investisseurs.

Inaugurée le 5 août dernier, à Skikda, cette caravane qui a déjà sillonné 21 wilayas est arrivée à Batna dans le cadre d'un périple destiné, a-t-on affirmé, à «appuyer les startups tout en allant à la rencontre des jeunes promoteurs pour les encourager à lancer leurs propres projets et bénéficier de sessions de formation dans les spécialités réseaux et fibres optiques». La caravane a impulsé la création, à ce jour, de près de 700 micro-entreprises et permis la formation d'autant de techniciens, a affirmé le même responsable, rappelant qu'elle se veut «un trait d'union entre Algérie Télécom, et les jeunes investisseurs désireux de créer leurs micro-entreprises dans le domaine des TIC et bénéficier de plans de charge d'Algérie Télécom».

Salim D.

Illizi

700 millions DA pour la réalisation d'une gare routière

Une enveloppe de 700 millions DA a été consacrée à la réalisation d'un projet de gare routière dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris hier, de la direction locale des transports. Retenu au titre du Fonds spécial de développement des régions du Sud, le projet, localisé sur un terrain de 690 m², prévoit la réalisation d'une série de structures pour une capacité d'accueil annuelle de plus d'un million de voyageurs et de 30 000 bus, a indiqué le directeur du secteur, Mohamed Fawzi Chebbi. Présentant un exposé sur le projet devant les autorités de la wilaya, M. Chebbi a fait état de la réalisation déjà de

15% des structures d'accueil, dont trois aires de stationnement de taxis, une pour le transport urbain et une autre pour le transport inter-wilayas. Constituant un espace approprié pour la prise en charge des attentes des transporteurs et des voyageurs, cette infrastructure permettra, une fois opérationnelle, d'améliorer les conditions de transport de voyageurs et de générer des emplois. Le wali d'Illizi, Moulati Attallah, a saisi l'occasion de son inspection du projet pour appeler l'ensemble des entreprises activant sur le territoire de la wilaya à hâter la cadence des travaux, à livrer les projets dans les délais fixés

et à éviter tout retard. Il a également invité les responsables des bureaux d'études à veiller à apporter des touches esthétiques dans la conception des projets et à éviter les études plates ne reflétant pas le cachet typique de la ville. Les autorités locales ont, lors de cette sortie de terrain, inspecté également une série d'opérations de développement en cours de réalisation, dont le projet de l'institut spécialisé de la formation professionnelle, la zone d'activités, le projet de la nouvelle cour d'Illizi ainsi que la station de traitement de l'eau potable.

Salim L./APS

Oum El Bouaghi

450 millions de DA pour désenclaver plusieurs mechtas

Une enveloppe de 450 millions de dinars a été consacrée, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, à la réalisation de deux routes destinées au désenclavement de plusieurs mechtas de la commune d'Ain Babouche, a indiqué hier, le responsable local des travaux publics.

S'exprimant en marge d'une visite d'inspection du wali, le responsable a précisé que le premier projet porte sur la construction d'une route reliant le centre de la commune d'Ain Babouche aux villages d'El Ghettat et de Bir Atrous. La création de cette route sur une distance de 20 km a

nécessité la mise en place d'une enveloppe financière de 363 millions de dinars, selon la même source qui a ajouté que le second projet qui a mobilisé un montant de 90 millions de dinars consiste à réaliser une autre route entre les mechtas de Sensa et d'Ain Lahma afin de

désenclaver une population de 2 000 âmes. Le wali d'Oum El Bouaghi, Abdelhakim Chater, a inspecté plusieurs projets de développement au cours de sa tournée, notamment une maternité et une antenne communale.

Ahmed H.

Constantine

Les artisans sensibilisés au dispositif du micro-crédit

Un programme de sensibilisation des artisans au dispositif géré par l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) pour la création de micro-entreprises vient d'être lancé à Constantine, a-t-on appris lundi auprès des responsables locaux de l'Agence. L'opération organisée par l'antenne locale de l'Angem concerne les artisans ayant bénéficié d'une formation par la Chambre

de l'artisanat et des métiers (CAM), a précisé à l'APS le chargé de la communication et de l'information de l'Angem, Mohamed Benghalia. L'objectif de cette initiative est de présenter aux personnes concernées, notamment aux jeunes insuffisamment informés, les avantages de ce dispositif qui offre de réelles opportunités pour la création de petites entreprises à même de générer des postes

d'emploi, selon le même responsable. Ce programme de sensibilisation qui se poursuivra jusqu'au 29 du mois en cours, cible des artisans exerçant sur l'ensemble du territoire de la wilaya, en particulier dans les communes situées en zones montagneuses et éloignées, a ajouté M. Benghalia. Il a indiqué dans ce même contexte que des représentants de l'Angem veillent à donner toutes les infor-

mations aux jeunes gens intéressés, à les renseigner sur les nouvelles mesures de financement et sur les procédés de création d'une entreprise dans le cadre de ce dispositif. Cette opération de sensibilisation et d'orientation est également destinée aux détenus qui auront purgé leur peine dans les six mois à venir, afin de leur expliquer comment bénéficier du dispositif du micro-crédit, a-t-il ajouté.

R.R.



Libye

L'une des parties rejette le gouvernement d'union de l'ONU

■ «Ce gouvernement est rejeté» car «il approfondirait les divisions entre les Libyens», a déclaré lundi Mahmoud Abdel Aziz, membre du Congrès général national (CGN), le Parlement siégeant à Tripoli.

Par Daïl H.

Le gouvernement non reconnu par la communauté internationale en Libye a rejeté la proposition de gouvernement d'union nationale mise sur la table par l'émissaire de l'ONU pour trouver une issue politique au conflit.

«Ce gouvernement est rejeté» car «il approfondirait les divisions entre les Libyens», a déclaré lundi Mahmoud Abdel Aziz, membre du Congrès général national (CGN), le Parlement siégeant à Tripoli cité par l'agence AFP. L'émissaire des Nations unies pour la Libye, Bernardino Leon, avait annoncé vendredi qu'un consensus avait été trouvé sur le nom d'un Premier ministre, Fayez el-Sarraj, et de 17 ministres d'un gouvernement d'union nationale.

Cette annonce intervenait après plusieurs mois de négociations dans la station balnéaire de Skhirat, au Maroc, entre les deux parties rivales libyennes et de nombreux acteurs de la société civile.

Le Parlement reconnu par la communauté internationale, basé à Tobrouk (est), a décidé de prolonger à mardi ses discussions sur la proposition de M. Leon, selon l'agence de presse progouvernementale. Il a laissé entendre qu'il pourrait aussi la rejeter. L'émissaire de l'ONU «veut nous imposer un fait accompli», a dit le député du



PH/D. R.

Parlement de Tobrouk Ali Tekbali, en estimant que ce gouvernement serait une source «de divisions et non d'unité». Un tel rejet irait à l'encontre des nombreux appels de la communauté internationale pour trouver une issue politique au chaos libyen.

«Nous attendons des parties libyennes qu'elles entérinent cet accord qui répond aux aspirations de paix et de prospérité du peuple libyen», a appelé la chef de la diplomatie Federica Mogherini. Le CGN avait proposé une série d'amendements à l'accord de paix proposé par l'ONU et déclaré à maintes reprises qu'il ne signerait pas le texte avant leur prise en compte dans l'accord final. Parmi les conditions du CGN figure le respect du jugement de la Cour suprême basée à Tripoli ayant invalidé l'existence même du Parlement de Tobrouk.

L'UE appelle à une approbation «rapide» du gouvernement d'unité

L'Union européenne (UE) a de nouveau appelé lundi les parties antagonistes libyennes à approuver «rapidement» l'accord proposé par l'ONU pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale. «L'Union européenne appelle toutes les parties libyennes à approuver rapidement et à soutenir cet accord pour que la Libye puisse prendre le chemin de la paix et de la prospérité», ont indiqué les 28 pays membres de l'UE, dans une déclaration commune. L'ONU a proposé la semaine dernière les noms du Premier ministre et des ministres appelés à faire partie d'un gouvernement d'union nationale en Libye, première étape d'un accord âprement négocié depuis des mois et

censé sortir le pays du chaos. L'émissaire de l'ONU, Bernardino Leon, a annoncé qu'un consensus avait été trouvé sur le nom d'un Premier ministre, Fayez el-Sarraj, et de 17 ministres dont deux femmes, et trois vice-Premiers ministres.

Les deux Parlements rivaux l'un siégeant à Tobrouk (est), reconnu par la communauté internationale, et l'autre à Tripoli (capitale) sous la coupe de milices de Fajr Libya – doivent cependant donner leur aval à cette liste. «C'est une étape qu'il est essentiel de franchir maintenant. Ceux qui sont tentés de faire obstruction à cet accord seront tenus pour responsables», a indiqué l'UE dans le texte adopté lors d'une réunion à Luxembourg. Les Européens ont déjà menacé de sanctions les participants aux pourparlers qui empêcheraient d'aboutir à une

solution politique, alors que le pays, livré au chaos, et où se sont implantés des groupes se réclamant de l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (EI/Daech), est divisé avec deux gouvernements et deux Parlements. Les pays de l'UE font face depuis plus d'une année à un flux de réfugiés et de migrants sans précédent. Une grande partie de migrants et de réfugiés partent de Libye pour tenter de rejoindre l'île italienne de Lampedusa qui n'est située qu'à un peu plus de 300 kilomètres des côtes libyennes. Près de 515 000 réfugiés ont traversé la Méditerranée depuis le début de l'année et environ 3 000 ont péri ou sont portés disparus, selon un bilan du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Le Conseil de sécurité de l'ONU a donné vendredi son aval à l'Union européenne pour arraisonner en haute mer des navires de migrants venant de Libye qui tentent de gagner l'Europe.

D. H./APS

Tunisie Deux soldats tués et 4 blessés dans des affrontements avec des terroristes

DEUX MILITAIRES ont été tués et quatre autres blessés, alors qu'ils menaient, lundi, une campagne de ratissage au Mont Semama du gouvernorat de Kasserine, à la suite de l'enlèvement d'un berger par un groupe terroriste, rapporte l'agence tunisienne (TAP). Selon le porte-parole du ministère tunisien de la Défense, Belhassan Oueslati cité par l'agence, les unités militaires ont été la cible de coups de feu nourris au moment où elles sont arrivées à un camp de terroristes, retranchés au Mont Semama. Deux militaires ont été tués et quatre autres blessés dont trois par balle, a-t-il précisé. Les blessés ont été transportés à l'hôpital régional de Kasserine pour recevoir les soins nécessaires, a-t-il ajouté, faisant remarquer que l'opération se poursuit encore. Des unités de l'armée tunisienne ont entamé, lundi matin, une vaste opération de ratissage pour traquer des terroristes qui avaient enlevé, dimanche, un berger. Un jeune a déclaré à l'Agence TAP qu'il avait été enlevé avec le berger, avant d'être libéré, faisant remarquer que les ravisseurs étaient au nombre de six et qu'ils étaient armés de fusils d'assaut de type Steyer et Kalachnikov.

K. L.

Fonds tunisiens gelés

L'instruction a atteint un stade décisif



«L'instruction ouverte par le ministère public de la Confédération suisse au sujet des fonds tunisiens d'origine illicite a atteint aujourd'hui un stade décisif», a déclaré le procureur général du parquet helvé-

tique, Micheal Lauber. «Près de 60 millions de francs suisses (plus de 121 millions de dinars) réclamés par les autorités tunisiennes sont toujours bloqués dans les banques suisses», a-t-il ajouté lors d'un point de presse organisé, lundi à Tunis, pour dresser l'état d'avancement de l'enquête, quatre ans après son ouverture. Selon le procureur général, douze Tunisiens font actuellement l'objet de poursuites pénales en Suisse. Ils sont accusés de blanchiment d'argent, de malversations et d'appartenance à une organisation criminel-

le. «Les enquêteurs suisses s'efforcent de présent de mener à terme l'enquête pour restituer l'argent aux ayants droit», a-t-il assuré, démentant «catégoriquement» toute intention de garder l'argent dans les banques suisses. Le ministère public souhaite clore l'instruction en quelques mois plutôt qu'en quelques années, a-t-il indiqué, estimant difficile de donner un pronostic à ce sujet. D'après lui, l'avancement de l'enquête dépend de plusieurs facteurs et non seulement du travail des enquêteurs suisses, se félicitant de la coopération judiciaire établie entre les deux pays, notamment en ce qui concerne l'échange d'informations dans le cadre de la procédure pénale.

Samah Y./DI

Journée meurtrière à Jérusalem

Trois Israéliens tués dans deux attentats

■ Jérusalem connaissait hier sa journée la plus sanglante depuis le début de l'escalade des violences entre Israéliens et Palestiniens : trois Israéliens ont été tués et plusieurs autres blessés dans deux attaques, dont l'une à l'arme à feu.

Par Ali O.



À u moins l'un des trois auteurs Palestiniens des deux attentats a été tué, les deux autres ayant été blessés par balle, a indiqué à l'AFP le porte-parole de la police Micky Rosenfeld. C'est la première

fois que des individus ouvrent le feu dans un bus depuis le 1^{er} octobre et l'abrupte montée de tensions que rien ne semble pouvoir arrêter. Cet attentat ne va pas manquer, dans une ville déjà

à cran, de ranimer le souvenir des intifadas de 1987 et de 2000, lorsque les transports publics étaient une cible privilégiée des attentats. Le cabinet rapproché du Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a décidé de se réunir en urgence. Le gouvernement pourrait prendre la mesure drastique de boucler les quartiers palestiniens de Jérusalem-Est, selon la porte-parole de la police Luba Sarmi.

Dans la matinée, deux Palestiniens ont semé le terreur sur la ligne de bus 78 dans le quartier juif d'Armon Hanatziv à Jérusalem-Est, partie palestinienne de la ville occupée et annexée par Israël. L'un d'eux a ouvert le feu avec son pistolet sur les 15 passagers présents dans le bus tandis que l'autre était armé de deux couteaux, a indiqué M. Rosenfeld. Un

homme de 60 ans est mort sur place et un autre passager a succombé à ses blessures, selon M. Rosenfeld. Trois autres passagers ont été blessés, selon les secours. Un des deux auteurs a été tué, le second blessé par balle par la police.

«J'ai entendu une vingtaine ou une trentaine de coups de feu entre la police et les terroristes», a témoigné un riverain et selon lequel les agresseurs ont «vite été neutralisés».

Quelques minutes plus tard, un Palestinien a foncé avec sa voiture sur des piétons à un arrêt de bus dans un quartier ultra-orthodoxe de Jérusalem-Ouest, tuant une personne et blessant légèrement une autre. Il est ensuite sorti de sa voiture, encastrée dans l'abribus, et a poignardé plusieurs passants, avant d'être blessé par balles, selon la police.

Au total, dix personnes ont été blessées dans les deux attentats, selon les secours.

Plus tôt dans la matinée, un passant avait été blessé au couteau dans la ville de Raanana, au nord de Tel-Aviv, dans une nouvelle attaque à l'arme blanche dont l'auteur palestinien a été maîtrisé par des passants, selon la police.

Les responsables politiques ont été impuissants jusqu'alors à stopper la spirale des violences. Les Palestiniens vont saisir la justice internationale contre M. Netanyahu et son ministre de la Défense, Moshé Yaalon, sur les conditions dans lesquelles les forces israéliennes ont neutralisé des auteurs d'attentats, a dit Saëb Erakat, numéro deux de

l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), parlant d'extrajudiciaires. Cette annonce semble loin de pouvoir dissiper les tensions qui, plus ou moins latentes depuis des mois, se sont brutalement amplifiées après l'assassinat de deux colons en Cisjordanie occupée le 1^{er} octobre.

Les violences ont fait sept morts côté israélien et plus de 25 côté palestinien, dont plusieurs auteurs d'attentat.

Elles se sont étendues à la bande de Ghaza, territoire séparé de la Cisjordanie avec laquelle elle est censée former un futur État palestinien.

Au moins 15 Palestiniens ont été blessés par des tirs de l'armée israélienne lors de heurts au point de passage d'Erez, sorte de forteresse israélienne dans la bande de sécurité qui enferme la bande de Ghaza, ont indiqué les secours. Neuf jeunes avaient été tués dans de tels heurts vendredi et samedi. Les Palestiniens de Cisjordanie étaient appelés à une «journée de colère» et des affrontements ont éclaté au point de passage de Qalandiya et près du poste de contrôle israélien de Bet El, à la sortie de Ramallah.

L'agitation a gagné la communauté des Arabes israéliens (17,5% de la population), ces descendants des Palestiniens restés sur le territoire israélien après 1948 qui sont citoyens israéliens et largement solidaires des Palestiniens des Territoires. Ils étaient appelés hier à une grève générale dans un climat de suspicion croissante entre les différents groupes sociaux.

A. O.



Points chauds

Primaires

Par Fouzia Mahmoudi

Les plus fervents militants du parti de droite français, Les Républicains, sont généralement de grands supporters de Nicolas Sarkozy et seront certainement nombreux à aller voter pour lui lors des élections primaires de la droite et du centre de novembre 2016. D'un autre côté, les sympathisants, plus nombreux, sont, eux, plutôt plus enclins à choisir Alain Juppé qui représente pour eux un candidat moins sectaire et plus à même d'être le candidat qui portera leurs voix en 2017 face à François Hollande et Marine Le Pen. Toutefois, les simples sympathisants n'ayant pas l'enthousiasme exacerbé des militants purs et durs pourraient être moins nombreux à faire l'effort de se déplacer pour voter lors des primaires des Républicains, ce qui pourrait ainsi coûter la victoire à l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac. Or, pour s'assurer d'un maximum de votants, les instances de l'ex-UMP avaient décidé de mettre en place plus de 10 000 bureaux de vote un peu partout en France pour faciliter l'accès aux urnes et avoir ainsi la participation la plus forte possible. Pourtant, il semblerait aujourd'hui que Nicolas Sarkozy ait changé d'idée sur la question et qu'il soit décidé à réduire le nombre des bureaux de vote. «10 000 bureaux de vote pour la primaire, ce n'est pas réaliste. Il faut revoir ça», a déclaré lors d'une réunion organisée au siège parisien du parti le président des Républicains, à huis clos, avec les secrétaires départementaux. Avant de juger qu'il serait préférable d'en supprimer près de 2 000 pour atteindre le chiffre de 8 000 bureaux de vote. Le 7 avril, le bureau politique du parti avait pourtant validé officiellement la mise en place de 10 000 bureaux de vote sur tout le territoire. Le président de LR juge cet objectif démesuré car il part du principe qu'il faudra huit personnes par bureau pour contrôler les opérations. «Dans un souci de mobilisation, Nicolas Sarkozy a expliqué aux secrétaires départementaux qu'il serait très difficile de tenir 10 000 bureaux de vote car cela suppose d'avoir une armée de 80 000 volontaires pour les tenir», indique le directeur général de LR, Frédéric Péchenard, présent à la réunion en tant que nouveau secrétaire départemental de la fédération de Paris. Or, d'après plusieurs dirigeants du parti, il suffit de trois personnes, un président et deux assesseurs, pour tenir un bureau de vote. Cette offensive de Sarkozy contre la primaire suscite une levée de boucliers chez les rivaux de l'ancien chef de l'État, en particulier du camp Juppé. «Il y a un accord politique voté à l'unanimité du bureau politique, qui prévoit 10 000 bureaux de vote donc dans notre esprit, ce chiffre n'est pas contestable», affirme Gilles Boyer, directeur de campagne d'Alain Juppé. S'il se dit «vigilant», Boyer juge l'offensive de Sarkozy vaine. Même son de cloche du côté de Bruno Le Maire. «Sarkozy peut dire ce qu'il veut, ce n'est pas lui qui organise la primaire mais une autorité indépendante qui n'appartient pas au président des Républicains !», tranche un de ses proches. Sarkozy semble ainsi chercher à décourager les sympathisants de se déplacer pour voter en les privant de bureaux de vote accessibles favorisant ses militants qui, motivés et très impliqués, trouveront, eux, toujours un moyen de glisser le nom de l'ancien président dans les urnes. F. M.

Turquie
Cible des critiques, Erdogan sort de son silence trois jours après l'attentat

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, doit sortir de son silence, trois jours après l'attentat le plus meurtrier de l'histoire de son pays, qui a relancé la contestation contre son régime à trois semaines des législatives anticipées du 1^{er} novembre. L'homme fort du pays, qui n'est pas apparu en public depuis la veille de l'attaque qui a fait au moins 97 morts, doit s'exprimer devant la presse à partir 15h30 GMT à l'occasion d'une visite de son homologue finlandais Sauli Niinistö, en visite dans la capitale turque.

Depuis trois jours, l'homme fort de Turquie est à nouveau sous le feu des critiques de ses adversaires, notamment de l'opposition prokurde qui pointe du doigt ses responsabilités dans l'attentat.

Le chef de file du Parti démocratique des peuples (HDP), Selahattin Demirtas, lui reproche d'avoir délibérément négligé la sécurité des partisans de la cause kurde visés samedi à Ankara, qui devaient défilier contre la reprise il y a près de trois mois des affrontements

entre l'armée et les rebelles kurdes. A la veille des législatives anticipées du 1^{er} novembre, il a également accusé le régime de M. Erdogan d'entretenir des liens avec les jihadistes du groupe État islamique (EI), que les autorités considèrent comme le «suspect numéro 1» de l'attentat.

Lors d'un entretien accordé lundi soir à la chaîne d'information CNN-Türk, M. Demirtas a estimé que «État Islamique ne peut avoir commis un tel attentat sans un soutien de l'État turc».

Depuis le scrutin du 7 juin, la tension est vive entre le camp du chef de l'État et le HDP. En raflant 13% des suffrages et 80 sièges de députés (sur 550), le parti prokurde a largement contribué à faire perdre au parti de M. Erdogan la majorité absolue qu'il détenait depuis treize ans.

Depuis samedi, des milliers de personnes ont défilé dans de nombreuses villes de Turquie aux cris de «Tayyip assassin» pour dénoncer la stratégie de la tension dont ils accusent le chef de l'État. Les funérailles des victimes ont également très souvent tourné en manifestations

contre lui. «Tout ça pour ses 400 députés... La Turquie ne peut plus supporter tout ça, sinon elle va éclater», a confié à l'AFP hier Ekrem, un ingénieur à la retraite d'un quartier résidentiel de la capitale turque. M. Erdogan fait campagne pour que son parti décroche au moins 400 sièges de députés afin de pouvoir modifier la Constitution à sa main et renforcer ses pouvoirs.

Hier matin, la police a violemment dispersé un rassemblement en hommage aux victimes dans le district stambouliote de Kadiköy et arrêté quatre manifestants, a rapporté la chaîne CNN-Türk. Selon le ministère de la Santé, 53 blessés étaient toujours hospitalisés en soins intensifs hier.

Lundi, M. Davutoglu qui a désigné l'EI comme l'instigateur probable de l'attentat a assuré avoir fait le maximum pour empêcher le drame. «Nous disposons d'une liste d'une dizaine de kamikazes, mais nous ne pouvons rien faire avant qu'ils soient passés à l'acte», a-t-il dit, provoquant l'indignation sur les réseaux sociaux.



Roman «Kabla el-hobbi bi qalil»

L'élite politique des années 1970 sous le rétroviseur vitriolé de Zaoui

قبل الحب بقليل

رواية



Par Halim N./APS

■ L'écrivain Amin Zaoui publie «Kabla el-hobbi bi qalil», un nouveau roman où les thèmes de la passion amoureuse et du pouvoir servent à dresser le réquisitoire contre l'élite politique algérienne entre la fin des années 1970 et le début des années 1980.

Dans ce livre de 256 pages paru en Algérie, en Tunisie et au Liban – le romancier scrute les mutations, souvent brutales, aux plans politique et culturel en Algérie à cette époque, à travers les regards de Habil et de Sara, et des autres

personnages qui peuplent ce roman se déroulant dans la ville d'Oran. Plus centrés sur leurs parcours individuels que sur leur histoire d'amour contrarié, les récits des deux héros renvoient à des préoccupations amoureuses, politiques et humanistes qui s'avèrent tout aussi importantes chez les autres personnages.

Ces questionnements s'illustrent dans le récit du militant nationaliste Baba Slimane, gardien du garage où Habil, devenu

bouquiniste, habite, ou encore chez le général Si Sofiane, époux de Sara, qui ne consent à livrer ses secrets qu'une fois atteint de la maladie d'Alzheimer.

Privilégiant l'imbrication de plusieurs récits et une narration polyphonique, Amin Zaoui multiplie les allusions et les symboles (du pouvoir notamment) pour décrire une atmosphère trouble, voire délétère, régnant à une époque de grands bouleversements idéologiques. Ces changements qui vont profondément marquer la société sont aussi représentés par l'histoire du cinéaste surnommé «Hitchcock», véritable figure de l'intellectuel engagé qui finira assassiné par des extrémistes après la mise en échec du projet politique voulu dans les années 1970. Avec un regard nostalgique sur Oran et ses traditions, un procès sévère contre les «pères» symbolisant le pouvoir et l'oppression, Amin Zaoui propose un des ses romans les plus aboutis formellement et une œuvre en dialogue avec ses précédents écrits comme «Le miel de la sieste», un roman en langue française paru en 2014.

H. N./APS

La culture dans les établissements pénitentiaires

Convention entre les ministères de la Culture et de la Justice

Les ministères de la Culture et de la Justice ont signé, lundi à Alger, une convention-cadre visant l'introduction des activités culturelles, artistiques et littéraires au sein des établissements pénitentiaires et la promotion des capacités intellectuelles des prisonniers. La convention prévoit le renforcement de la coopération entre les deux ministères en dotant les établissements pénitentiaires de livres, ainsi qu'à travers la projection de films à thème, la présentation de pièces théâtrales et l'organisation de concours de dessin et de littérature. Elle prévoit également la publication d'ouvrages littéraires réalisés par les prisonniers et une formation dans les domaines de

dessin et de musique notamment. Un mécanisme de suivi sera en outre mis en place dans le cadre de cette convention à travers la constitution de deux commissions au niveau central et local. Cette convention «est le fruit d'une coopération entre les deux secteurs menée par les experts des deux départements», a indiqué le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, qui a assisté à la cérémonie de signature, insistant sur l'importance de la culture au niveau de tous les espaces, notamment dans les établissements pénitentiaires et éducatifs. M. Mihoubi a ajouté que son département «accompagnera l'effort du ministère de la Justice dans ce sens en donnant des ins-

tructions à toutes les directions culturelles à travers le pays pour veiller à la mise en œuvre de cette convention». Le directeur général de l'Administration pénitentiaire et représentant du ministère de la Justice, Mokhtar Felioune, a indiqué que la convention constituait un jalon fort pour pallier l'absence de programmes culturels au sein des établissements pénitentiaires d'autant que les «prisonniers, notamment les jeunes, ont grand besoin de ce genre de programmes pour changer leur personnalité». La convention a été signée par la directrice centrale au ministère de la Culture, Halima Hankour, et le directeur général des établissements pénitentiaires, Mokhtar Felioune. K. L.

Constantine 2015

Mise en exergue de l'influence de Cirta sur le destin des villes environnantes

L'influence de l'antique Cirta sur le destin des villes environnantes a été mise en avant, lundi à Constantine, en ouverture d'un colloque international intitulé «Cirta, cité et territoires» initié par le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (Cnrpah). Le D Slimane Hachi, directeur du Cnrpah et chef du département Congrès et Colloques du commissariat de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», coorganisateur de cette rencontre, a indiqué que le colloque vise à «mesurer l'influence exté-

rieure de Cirta sur les territoires environnants». Une approche comparative à travers un «questionnement» des capitales régionales de l'islam médiéval, notamment Fès, Kairouan, El Kef, Taïf, Damas, Béjaïa et Tlemcen, constitue l'axe principal de ce forum d'échanges de connaissances et d'expériences qui réunit 34 conférenciers algériens et étrangers venus de Tunisie, du Maroc, d'Égypte et d'Italie.

De son côté, le P Youcef Aïbèche, président du comité scientifique de cette rencontre, a indiqué que Cirta, ville célèbre durant l'antiquité, «était et reste

encore une des cités les plus importantes d'Afrique du Nord».

«Sa particularité historique est bien établie et l'historiographie antique le souligne», a-t-il précisé, estimant que c'était une capitale doublée d'une ville garnison ainsi qu'un noyau routier commercial et culturel depuis les époques les plus éloignées.

Son fond libyque auquel se sont greffés des traits culturels puniques et grecs, avant même la présence romaine, confirme son statut d'ancienne capitale royale numide, de colonie chef-lieu de la «Confédération Cirtéenne» puis de «Capitale pro-

vinciale», a précisé le P Aïbèche, rappelant que la cité pouvait déjà accueillir, sous le règne de Micipsa, au 2^e siècle av J-C, jusqu'à dix mille cavaliers et le double de fantassins.

Les conférences et les communications orales prévues au programme de cette rencontre ont été scindées en neuf séances réparties sur trois jours. Les travaux du colloque seront ponctués par deux visites guidées au site archéologique de Tiddis et à l'exposition sur les échanges intellectuels entre Béjaïa et Tlemcen qui se tient à El Khroub.

Racim H.

Forum international de l'art contemporain nord-africain

Des artistes algériens à Londres

Des artistes algériens prendront part au «Forum international de l'art contemporain nord-africain», prévu du 15 au 18 octobre à Londres (Grande-Bretagne) sous le thème «Sahara», a annoncé la presse britannique.

Les artistes Kader Atia, Zineb Sedira, Zoulikha Bouabdellah, Yazid Ouleb et Massinissa

Selmani seront présents à ce forum, avec des œuvres dans les domaines de la sculpture, le dessin, et la photographie, entre autres.

La thématique du «Sahara», lien frontalier invisible, entre les pays de l'Afrique du Nord, d'une part, et l'Afrique subsaharienne, d'autre part, souvent considéré comme une fracture et un point

de séparation culturel entre les deux régions, sera abordée lors de ce forum.

Durant quatre jours, le Centre des arts et de la culture «Somerset House» abritera des rencontres entre artistes et spécialistes de l'art contemporain nord-africain, en plus de présentation de livres et projection de films en rapport avec les spécifi-

cités culturelles de chaque région.

Organisé pour la 3^e fois à Londres dans le cadre de l'exposition «Contemporary African Art Fair 1:54», le «Forum international de l'art contemporain en Afrique du Nord», fondé en 2013, verra la participation de 37 artistes issus de pays africains et européens.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Ezzou'Art :
Jusqu'au 22 octobre :

Exposition «Comm & Art» de
Yasmine Hamadia.

Galerie Asselah-Hocine

Jusqu'au 22 octobre :

Exposition «Le Villageois» de
l'artiste peintre Rabah
Boufloura.

Carrefour des Artistes

(Tahtahat el Fananin)

Jusqu'au 15 octobre :

Soirées chaabi animées par
une pléiade d'artistes profes-
sionnels.

Galerie Aïcha-Haddad

Jusqu'au 22 octobre :

Exposition «Rétrospective
1969-2015» de Mahieddine
Saïdani.

Palais Ahmed Bey de

Constantine

Du 25 octobre au

1^{er} novembre

Festival international de
musique malouf de
Constantine.

Musée d'art et d'histoire

Benazza-Nouredine de

Tlemcen :

Jusqu'au 16 octobre :

Exposition «La géométrie
sacrée, un message d'amitié»
de l'artiste peintre M^{me} Amaria
Mekkioui.

Coup-franc direct



Est-ce cela l'éducation ?

Par Mahfoud M.

Après ce qui est arrivé à son fils, et son double contrôle positif à un produit dopant, le père du joueur, Youcef Belaïli est sorti de son silence pour affirmer que son rejeton est bien éduqué et qu'il veillait au grain toujours avec lui, lorsqu'il était avec lui à Oran et même à Tunis, alors qu'il portait les couleurs de l'EST. Toutefois, il dira que ce sont des personnes mal intentionnées qui l'ont dévié du droit chemin et qui l'ont emmené à consommer ces substances interdites. Cependant, ce que ce dernier oublie c'est que le joueur était connu pour ses sorties nocturnes et qu'il fuguait même lorsqu'il était à Tunis, et que le président Raouraoua en personne intervenait pour lui éviter des embrouilles avec les dirigeants de l'EST. A l'USMA, des signes avant-coureurs montraient que ce joueur n'était pas assez discipliné surtout qu'il ratait presque régulièrement la reprise des entraînements avec le groupe et ne se rendait pas aux entraînements, ce qui avait irrité les dirigeants qui avaient pensé à un certain moment à le licencier, surtout que cela devenait récurrent. De quelle éducation se prévalait-il alors que tout le monde sait que ce qui l'intéressait plus était son argent, sachant qu'il était le joueur le mieux payé du championnat national malgré son jeune âge.

M. M.

Ligue des champions (finale aller) USM Alger-TP Mazembe L'Égyptien Grisha Gehad au sifflet



UN TRIO ARBITRAL égyptien sous la conduite de Grisha Gehad dirigera la finale aller de la Ligue des champions d'Afrique USM Alger-TP Mazembe (RD Congo) qui aura lieu le samedi 31 octobre à 20h30 au stade Omar-Hamadi (Bologhine), a indiqué lundi la Confédération africaine de football (CAF). Le directeur de jeu égyptien sera assisté de ses deux compatriotes, Tahssen Abou Sadat et Hossam Taha Ahmed. Le quatrième arbitre est Ibrahim Noureddine (Égypte). L'arbitre égyptien avait déjà dirigé l'USM Alger lors de son match contre Al Merrikh du Soudan (0-1) disputé le 11 septembre à Omdurman pour le compte de la sixième et dernière journée de la phase de poules de la Ligue des champions. Agé de 39 ans, Grisha est

arbitre international depuis 2008. Il a officié plusieurs matchs importants cette année à l'instar du match de classement pour la troisième place au Mondial-2015 juniors entre le Mali et le Sénégal en Nouvelle-Zélande. La finale retour entre le TP Mazembe et l'USM Alger aura lieu le 8 novembre à Kamalando (Lubumbashi). L'USM Alger s'est qualifiée pour la finale de la Ligue des champions d'Afrique pour la première fois de son histoire en éliminant la formation soudanaise d'Al Hilal (2-1, 0-0). De son côté, le TP Mazembe a sorti l'autre équipe soudanaise d'Al Merrikh (1-2, 3-0). Le vainqueur de la 19e édition de la Ligue des champions représentera le continent africain à la Coupe du Monde des clubs 2015 prévue au Japon du 10 au 20 décembre.

Basket-ball/Classement FIBA 2015

L'EN gagne 12 places et se retrouve 68^e

LA SÉLECTION algérienne de basket-ball a gagné 12 places au classement mondial de la fédération internationale de la discipline (FIBA) publié lundi, et pointe désormais à la 68^e place mondiale. Le classement, établi chaque année après la fin des compétitions FIBA, est toujours dominé par les Etats-Unis suivis par l'Espagne et la Lituanie. Le «Cinq» algérien est remonté au classement mondial grâce à son parcours lors du dernier AfroBasket, disputé en septembre à Tunis, où les Algériens ont terminé à la sixième place. L'Angola, déchu de son titre africain cet été en Tunisie, reste la meilleure équipe africaine en se classant 15^e, devant la Tunisie 23^e

et le Nigeria (champion d'Afrique) au 25^e rang. Huit autres sélections africaines devançant l'Algérie au classement FIBA, à savoir le Sénégal (31^e), la Côte d'Ivoire (40^e), l'Égypte (41^e), le Cameroun (52^e), la Centrafrique (57^e), le Maroc (60^e), le Mozambique (61^e), le Cap Vert (63^e), et le Rwanda (64^e). Chez les dames, l'Algérie a gagné 5 places et se retrouve à la 65^e place mondiale, dans un classement dominé par les Etats-Unis devant l'Australie et l'Espagne. La meilleure équipe féminine africaine reste l'Angola (18^e) juste devant le Mali (19^e), alors que le Sénégal champion d'Afrique en titre est à la 24^e place.

Ligue une Mobilis (8^e Journée) Le classico à l'honneur

Le classico qui verra le Mouloudia d'Alger affronter la JS Kabylie sera à l'honneur pour ce week-end surtout que les deux formations sont à la recherche de points et feront tout ce qui est de leur possible pour l'emporter.



Le Mouloudia au pied du mur

Par Mahfoud M.

Le Mouloudia qui sort d'une défaite à domicile face au DRB Tadjenant fera tout ce qui est de son possible pour l'emporter et par la même occasion se réconcilier avec ses supporters qui sont très déçus par cette défaite même si elle est venue face à un adversaire qui a montré sa solidité depuis l'entame de la saison, ce qui lui a permis de prendre la première place au classement général. Il faut dire que la situation est délicate pour le Doyen qui vient de se séparer de son entraîneur portugais, Arthur Georges. De son côté, la JS Kabylie se rend à Alger avec un moral remonté

après son dernier succès à domicile. Les Canaris souhaitent exploiter la situation délicate des Mouloudiéens pour tenter de les surprendre et revenir avec les trois points du succès. Les Canaris pensent que tout reste possible et qu'ils peuvent revenir avec un résultat probant. Le deuxième match avancé de cette 8e journée verra l'USM El Harrach accueillir le RC Arba dans un derby de centre qui s'annonce très disputée. Les Harrachis ne devraient pas avoir des problèmes à l'emporter face à une équipe du RCA en perte de vitesse et qui a du mal à l'emporter sur ses terres, et qui voyage aussi mal cette saison. Le dernier match avancé opposera

l'ASM Oran à l'ES Sétif dans une empoignade qui semble équilibrée. Les Asémistes souhaitent se reprendre après un passage à vide et feront tout ce qui est de leur possible pour prendre les trois points. Cependant, l'équipe sétifienne ne se présentera pas en victime expiatoire et se donnera à fond pour revenir avec un résultat positif pour recoller au peloton de tête, surtout que le coach, Madoui semble être sous pression.

M. M.

LE PROGRAMME :

- Vendredi 16 octobre 2015 :
- MCA-JSK (17h)
- USMH-RCA (16h)
- ASMO-ESS (16h)

Ligue II Mobilis (8^e Journée)

Le CABBA en danger, l'USMBA à l'aise

Le leader de la Ligue II Mobilis, le CA Bordj Bou Arreridj, sera en danger au cours de cette 8e journée puisqu'il rendra visite à l'AS Khroub. Les Criquets Jaunes tenteront quand même de revenir avec un résultat probant de ce déplacement. De son côté, le dauphin, l'USM Bel Abbès devrait être à l'aise puisqu'il donnera la réplique à domicile à l'USMM Hadjout qui traversera

une période difficile. Le CA Batna jouera aussi sur du velours en recevant l'OM Arzew et ne devrait pas trouver de peine pour l'emporter et aligner trois points supplémentaires. Le derby qui opposera la JSM Skikda au MC El Eulma devrait tenir toutes ses promesses d'autant plus que les deux formations sont décidées à jouer les trouble-fêtes.

M.M.

LE PROGRAMME :

- Vendredi 16 octobre 2015 à 16 :
- CAB-OMA
- JSMB-OM (18h)
- ASO-MCS
- ASK-CABBA
- USC-PAC
- CRBAF-ABS
- JSMS-MCEE (Jeudi à 16h)
- USMBA-USMMH

Jeux mondiaux militaires 2015

Benziane : «C'est une moisson "historique"»

Le général-major Meguedad Benziane, responsable des sports au ministère de la Défense nationale (MDN) a salué, lundi, la prestation des sportifs algériens à la 6e édition des Jeux mondiaux militaires à Mungyeong (Corée du Sud), notamment la sélection de football, championne du monde pour la deuxième fois, qualifiant sa consécration de «méritée». «C'est une consécration amplement méritée, un moment historique pour l'Algérie qui a réussi pour la deuxième fois

à inscrire son nom dans le registre en or du Mondial de football militaire. Nos footballeurs ont relevé le défi et atteint l'objectif assigné», a déclaré, à l'APS, le responsable militaire au salon d'honneur de la base aérienne de Boufarik, où la délégation algérienne a atterri lundi en provenance de Mungyeong. Lors de ces jeux mondiaux du Conseil international du sport militaire (CISM), l'Algérie a récolté une moisson «historique», selon Meguedad Benziane, de 9 médailles (4 or, 3

argent, 2 bronze). Revenant sur le trophée remporté par l'équipe de football, le directeur du département des sports militaires au ministère de la Défense nationale, s'est félicité de l'état d'esprit des joueurs engagés, auteurs de cinq victoires pour autant de matchs. «C'est une consécration méritée, avec l'art et la manière. Notre équipe a remporté tous ses matchs en dépit de la forte concurrence opposée par des sélections de très bon niveau», a-t-il dit.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Transport maritime de voyageurs

La ligne Béjaïa-Alger inaugurée aujourd'hui

C'est enfin officiel. La ligne de transport de voyageurs par voie maritime, qui reliera la ville de Béjaïa à la capitale (Alger), sera inaugurée aujourd'hui. Une bonne nouvelle pour les voyageurs qui souffrent des embouteillages de la RN 26 et les fermetures de routes qui se suivent et se ressemblent. La traversée sera effectuée à partir d'Alger par des responsables du secteur en compagnie d'un groupe de journalistes qui vont séjourner une nuit à Béjaïa pour retourner sur Alger à bord du même bateau le lendemain. Cette navette fait partie des deux nouvelles lignes maritimes reliant les wilayas côtières Alger-Béjaïa et Annaba-Skikda déployées par l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) qui a fait état de l'affrètement de deux nouveaux navires, baptisés «Seraidi» et «Badji Mokhtar II». Deux navettes seront assurées

quotidiennement par deux bateaux et feront la traversée en trois heures et demie. Le billet coûtera entre 1 200 DA hors taxes (environ 1 400 DA à 1 500 DA toutes taxes comprises) pour un aller simple. Les étudiants et personnes à mobilité réduite (handicapés) bénéficieront d'une réduction allant jusqu'à 50% et pour les enfants en bas âge elle sera de 30%. Cette ligne maritime sera opérationnelle durant le mois d'octobre et sera suspendue durant toute la période hivernale avant de reprendre à partir du mois de mai 2016. Les voyageurs Béjaïa pourront désormais venir à la capitale «en moins 4 heures». A noter que les navires «Seraidi» et «Badji Mokhtar II», construits en 2011 par HSC Shipyard (Italie). Ils mesurent 38 mètres de long pour une largeur de 7 mètres et peuvent transporter jusqu'à 220 passagers à une vitesse de 30 nœuds, indique-t-on. **H. Cherfa**

Fermée par les citoyens de Oued-Ghir

La route nationale N° 12 rouverte

LE TRAFIC routier a été paralysé hier à Béjaïa, pour la deuxième journée consécutive, suite à la fermeture de la RN 12 à Oued-Ghir. La voie a été obstruée pendant une bonne partie de la journée par des citoyens très remontés exigeant «l'annulation immédiate» de la liste d'attribution de 145 logements de type LPA en faveur des souscripteurs de la municipalité de Béjaïa, commune pour laquelle a été réalisé le programme faute d'assiette de terrain. La route a été

rouverte hier, suite à une réunion qui a regroupé le wali de Béjaïa, le maire de Oued-Ghir et le directeur du logement de la wilaya. Au cours de cette réunion, le maire a été rassuré par le wali sur la prise en charge de la revendication des habitants de Oued-Ghir consistant en l'annulation de la liste d'attribution de logements déjà élaborée et l'attribution des logements en priorité aux souscripteurs de Oued-Ghir dont le nombre avoisine les 70 personnes. **H. C.**

Gendarmerie nationale

Une bande de faux-monnayeurs démantelée

UNE BANDE de faux-monnayeurs a été démantelée récemment à Alger, a indiqué mardi un communiqué de la cellule de communication du Groupement de wilaya de la Gendarmerie nationale.

Agissant sur la base d'informations faisant état que des faux-monnayeurs activaient au niveau du marché communal de l'APC de Sidi M'hamed, les services de la Gendarmerie nationale d'El Harrach ont procédé au démantèlement de cette bande composée de 4 individus.

Deux des mis en cause ont été arrêtés à bord d'un véhicule à Sidi M'hamed où de faux billets en coupures de 1 000 et 2 000 DA et d'une valeur de 2 500.00 DA ont été trouvés. Le véhicule a été saisi.

Les deux suspects qui ont tenté de couvrir leurs acolytes

ont affirmé ignorer la provenance des billets. Selon les résultats de l'enquête, l'opération de falsification s'effectuait dans la wilaya de Chlef et devait gagner les marchés de la capitale.

Les services de la Gendarmerie nationale ont procédé à l'arrestation des deux autres faussaires de la bande et la saisie du matériel utilisé dans l'opération de falsification dont des ordinateurs, deux imprimantes numériques, un scanner ainsi que 8 500 DA en faux billets.

Les prévenus ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed qui a ordonné leur mise en détention préventive pour «formation d'association de malfaiteurs, fabrication et trafic de faux billets».

Kheil N.

LE DRAME DES IMMIGRANTS AFRICAINS



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Timizart remporte le prix du village le plus propre

Le prix «Rabah Aïssat» du village le plus propre de Tizi Ouzou qu'organise chaque année l'Assemblée populaire de wilaya (APW) a été attribué, hier, dans son édition 2015, au village Timizart (daira de Ouaguenoune), situé à une trentaine de kilomètres à l'est de Tizi Ouzou, au cours d'une cérémonie tenue à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri.

Par Hamid Messir

Les villages de Tazrouts et Ouardja (Abi Youssef) arrivent respectivement en seconde et troisième places. Les trois autres places de ce concours sont revenues aux villages Tazrouts (Bouzeguène), Tigzirt (Ath Yenni) et Tabouda (Zekri). Le premier prix représente un montant de 8 millions de DA, le second 7 millions, le troisième 6 millions, le quatrième 5 millions, le cinquième 4 millions et le sixième de 3 millions de DA. Ces prix seront affectés pour la prise en charge des opérations d'aménagement des villages gagnants. Dans son allocution, le président de l'APW de Tizi Ouzou, Hocine Haroune, a fait l'aveu d'échec de l'institu-

tion qu'il dirige pour mettre fin au désastre environnemental que vit la région en dépit de plusieurs actions entreprises dans ce sens, notamment l'organisation des états généraux de ce secteur couronnés de recommandations. M. Haroune a appelé à la mobilisation de toutes et tous pour trouver les solutions susceptibles de mettre fin à la dégradation continue de l'environnement du fait de l'homme.

Le wali de Tizi Ouzou, Brahim Merrad, a de son côté exprimé sa surprise de découvrir le spectacle désolant qu'offrent les bordures des chaussées à travers la wilaya, devenues des décharges à ciel ouvert d'emballages de boissons alcoolisées et de détritus. Pour faire face à ce qu'il a qualifié de «crime» contre la

région, il a annoncé la détermination des pouvoirs publics à tout entreprendre en vue d'implanter les trois centres d'enfouissements techniques (CET) à Mizrana, Fréha et Boubhir, qui jusque-là sont confrontés aux oppositions des riverains pour leur concrétisation.

H. M.

El-Oued

La police saisit plus d'un quintal de kif à El-Bayadha

PLUS d'un quintal de kif traité a été saisi par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de la daira d'El-Bayadha, relevant de la sûreté de wilaya d'El-Oued, a-t-on appris hier auprès de ce corps sécuritaire.

Agissant sur des informations faisant état d'un trafic de drogue mené par un groupe de repris de justice, les policiers sont parvenus à appréhender deux narcotrafiants (25 et 30 ans) et à saisir cette quantité de drogue, qui était conditionnée dans des sacs en plastique et soigneusement dissimulée dans une palmeraie sur le territoire de la commune d'El-Bayadha, ainsi qu'un véhicule léger. Les mis en cause ont été présentés devant l'instance judiciaire territorialement compétente qui a ordonné leur placement en détention préventive en attendant leur comparution.

H. M.

Des voleurs de véhicules en stationnement débusqués

Les éléments de la Brigade criminelle relevant de la sûreté de Tizi-Ouzou ont réussi à démanteler une association de malfaiteurs impliqués dans le vol de véhicules en stationnement, a indiqué, hier, la cellule de communication du même corps de sécurité dans un communiqué.

Selon les indications fournies par la même source, c'est «suite aux plaintes pour vol de véhicules en stationnement, enregistrées ces derniers temps à Tizi-Ouzou et sa périphérie, que la police a ouvert une enquête qui a

abouti à l'identification des présumés auteurs, au nombre de quatre, âgés de 28 à 43 ans, dont l'un se trouve déjà à la maison d'arrêt de Tizi-Ouzou pour une autre affaire».

Présentés devant le parquet dimanche dernier pour association de malfaiteurs en vue de la commission d'un délit, vol en réunion, de nuit avec usage de véhicule et effraction, deux d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt alors que les deux autres ont bénéficié du contrôle judiciaire.

A. S.